



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2895
26 janvier 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

“Réarmement”... contre la politique des capitalistes !



Manifestation des travailleurs de Casino à Saint-Étienne, le 17 décembre.

Agriculture

**Les petits sèment,
les gros récoltent**

Page 5

Immigration

**Une loi
révoltante**

Page 3

Allemagne

**Face au danger
de l'extrême droite**

Page 9

Leur société

- Loi immigration: constitutionnelle ou pas, une loi révoltante 3
- Électricité: les classes populaires rackettées 3
- « Réarmement démographique »: des crèches, pas des canons! 4
- Un enfant si je veux, quand je veux 4
- Macron contre les chômeurs 4
- Oudéa-Castéra: une ministre qui sait administrer sa fortune 4
- Agriculteurs: une mobilisation contrôlée par les gros exploitants 5
- Pêche interdite: le dauphin qui cache l'océan 5
- Agro-industrie: alliance contre la santé 5
- Violences policières: des coupables peu punis 6
- Guyane: face à la fermeture d'une cantine 6
- Nos lecteurs écrivent: des lycéens contre l'uniforme 6
- Médecins diplômés hors UE: indispensables comme tous les travailleurs 7
- Lannion: urgence à l'hôpital 7
- Centres de santé Paris 20^e: il faut les garder 7
- Franchises médicales: une attaque de plus 11
- La Réunion: le cyclone frappe les plus pauvres 11
- Île Maurice: inertie du gouvernement 11

Dans le monde

- Russie: Poutine face à un mécontentement croissant 8
- Ukraine: la guerre avec la peau des peuples 8
- Allemagne: face au danger de l'extrême droite 9
- Les revendications des agriculteurs 9
- OTAN: ne pas se faire piéger par la manœuvre 9
- Gaza: sous l'œil complice des grandes puissances 16
- Hongrie: le groupe Continental à l'offensive 16

Il y a cent ans

- 21 janvier 1924: la mort de Lénine 10

Dans les entreprises

- Renault Trucks - Vénissieux 12
- Safran - Saint-Quentin-en-Yvelines 12
- RATP 12
- Proxiserve - Angers 12
- Renault Technocentre Guyancourt 13
- Renault - Cléon 13
- RenaultElectricity 13
- MCA - Maubeuge 13
- Hôpital de la Timone Marseille 14
- CHU - Toulouse 14
- CHU - Angers 14
- SNCF - Paris-Clermont 15
- SNCF - Beauvais-Creil 15

Pour le réarmement politique du monde du travail!

Macron a placé l'année 2024 sous le signe du réarmement. « Réarmement de l'économie », dit-il, « réarmement de l'État », « réarmement civique » et même « réarmement démographique »! Ce ton martial n'est pas qu'un effet de style. Le gouvernement veut préparer le pays, et en particulier les jeunes, à la guerre.

L'armée s'y prépare activement. Depuis février 2022, date de l'invasion russe en Ukraine, elle recrute tous azimuts, multiplie les publicités censées faire naître des vocations et appâter les jeunes en promettant mille et un avantages.

Les marchands de canons s'y préparent. Macron l'a dernièrement réaffirmé, il veut passer à une « économie de guerre ». Et Lecornu, le ministre des Armées, estime que nous sommes en passe d'y parvenir. Pas peu fier, il explique que la production de canons, d'avions de combat et d'engins blindés s'accélère. Et de se féliciter de ce que les usines Dassault, qui début 2023 sortaient un Rafale par mois, en produisent aujourd'hui trois fois plus!

Le gouvernement est incapable de relancer la construction de logements, d'ouvrir des crèches et d'assurer la présence de médecins ou de lits d'hôpitaux dans tout le pays. La RATP est incapable de recruter et former pour assurer son service à 100%. Nombre de TER sont complètement sinistrés. Mais nous allons avoir des missiles téléguidés et des Rafale à gogo!

En plus des préparatifs matériels, le gouvernement veut préparer le pays moralement. Car aucune guerre ne peut se faire sans l'adhésion de la population ou sans la contrainte. C'est ce qui préoccupe aujourd'hui Macron et son état-major: cap, donc, sur le « réarmement civique ».

Sous prétexte d'inculquer aux jeunes des valeurs collectives, il s'agira de leur apprendre la *Marseillaise*, si possible en uniforme, pour qu'ils puissent chanter à pleins poumons « *qu'un sang impur abreuve nos sillons* ». On leur apprendra le respect de la hiérarchie, l'obéissance aux chefs et l'amour du drapeau au travers du Service national universel.

Mais les leçons de morale ne sont pas destinées qu'aux jeunes. Les causeries sur la nécessité de retrouver le sens patriotique et l'esprit de sacrifice sont omniprésentes. Les journaux et les politiciens s'interrogent doctement: « *Et nous, que ferions-nous si la France était attaquée? Quels sacrifices individuels accepterions-nous de faire?* ».

Sur un plateau de télévision, un ancien ministre de l'Éducation nationale, Luc Ferry, a regretté que « *les gens n'acceptent plus de mourir pour la nation* » comme en 1914-18 où, affirmait-il, « *400 000 gamins ont accepté de mourir sur le Chemin des Dames pour prendre une colline aux Allemands* »!

En réalité, ces jeunes paysans et ouvriers étaient contraints et forcés de mourir ainsi pour rien. Nombre d'entre eux ont d'ailleurs fini par se mutiner, en refusant de monter à l'assaut.

Face à cette propagande, gardons en tête la phrase d'Anatole France, au lendemain de la Première Guerre mondiale: « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels.* »

Toutes les guerres que nos gouvernants désignent comme des guerres justes cachent des rivalités de pouvoir pour le partage des richesses. C'est vrai de celle en Ukraine comme de la guerre menée par Israël contre les Palestiniens.

Dans ces guerres, le camp occidental se pose en arbitre impartial qui n'aspirerait qu'à rétablir la paix et la justice, quand la Russie, la Chine ou l'Iran seraient pris de folie impérialiste. Cynisme et hypocrisie!

Pour assurer leur domination coloniale puis impérialiste, les États-Unis, la Grande-

Bretagne et la France n'ont cessé de dresser des peuples contre d'autres, comme ils l'ont fait en Palestine, de tracer des frontières artificielles un peu partout dans le monde, de mettre en place des gouvernants à leur botte ou d'abattre les régimes jugés indociles.

Les manœuvres ont mis à feu et à sang le continent africain où, quand on ne meurt pas sous les balles, on risque de mourir de faim. Le voilà, l'ordre juste et intangible des grandes puissances!

Les bombes à retardement posées partout par les maîtres actuels du monde menacent aujourd'hui d'exploser, sous la pression de la crise et de l'exacerbation des rivalités capitalistes.

Face à la menace d'une troisième guerre mondiale, nous, travailleurs, devons nous réarmer politiquement. C'est-à-dire être conscients que nous n'avons pas à servir de chair à canon dans des guerres qui ne visent qu'à assurer la suprématie de tels ou tels maîtres capitalistes.

Nos propres dirigeants, piliers de cet ordre barbare, font partie des fauteurs de guerre. C'est contre eux et leur domination qu'il faut se préparer à faire la guerre!

Nathalie Arthaud



Loi Immigration : constitutionnelle ou pas, une loi révoltante



Dimanche 21 janvier, 75 000 à 150 000 manifestants ont défilé dans tout le pays pour annoncer une nouvelle fois la loi Immigration.

L'application de la loi en l'état entraînerait notamment la suppression d'aides au logement ou d'allocations familiales pour des dizaines de milliers de personnes pendant leurs premières années de présence en France. Cela reviendra à amputer directement le budget de familles populaires. Des économistes ont chiffré à environ trente mille le nombre d'enfants dont les familles seraient appauvries. Et bien entendu, contrairement à ce que certains démagogues qui opposent Français et étrangers peuvent laisser entendre, aucun autre enfant de milieu populaire, même français depuis dix générations, ne verra sa situation améliorée pour autant.

Cette loi limitera encore les possibilités d'obtenir un titre de séjour en règle ou la nationalité. Tous les travailleurs immigrés seront donc coincés dans une situation plus précaire, qui les poussera à baisser la tête plus longtemps face à leur patron. Et, on le sait, cela permettra au patronat d'ajouter une pression sur tous les travailleurs.

Certains espèrent que le Conseil constitutionnel rejettera une partie au moins des dispositions les plus inhumaines : celles qui instaurent des quotas d'immigrés, rallongent à deux ans la possibilité pour des travailleurs de faire venir leur famille, celles qui vont trop ouvertement dans le sens de la préférence nationale chère à l'extrême

droite. Mais, quel que soit le contenu exact de la loi au final, il s'agit d'une attaque en règle contre les travailleurs immigrés.

Les partis de gauche présents dans la manifestation se présentent comme des opposants à cette loi. Ils mettent de côté le rôle qu'ils ont joué dans les attaques contre les travailleurs immigrés. Sans remonter jusqu'à Mitterrand et à sa promesse jamais tenue de donner le droit de vote aux immigrés, Jospin, à la tête d'un gouvernement de la gauche unie, « oublia » d'abroger les lois Pasqua-Debré qu'il traitait de scélérates quelques jours avant d'être élu. Quant à Hollande, il a perpétué l'enfermement des migrants, enfants compris, dans des centres de rétention, avant de les expulser. Valls, son Premier ministre, avait été jusqu'à une déclaration franchement raciste contre les Roms et avait mis

en œuvre une politique restreignant les possibilités de régularisation des travailleurs immigrés. La gauche au pouvoir a ainsi poursuivi et préparé la politique anti-immigrés de la droite.

La droite, l'extrême droite et le camp de Macron ont enchaîné toutes les mises en scène pour se présenter comme un rempart face au danger que représente selon eux l'immigration. Et ce n'est pas un hasard si le chef d'orchestre de la loi Immigration, Macron, est aussi celui qui enchaîne les attaques contre les travailleurs ces dernières années. Son gouvernement fait diversion en distillant l'idée que les problèmes des travailleurs seraient liés à la présence d'immigrés, présentés comme des concurrents.

La réalité est à l'opposé. Pour que chaque travailleur puisse vivre correctement, il faudra surmonter les divisions et relever la tête ensemble.

Lucas Pizet

Cercle Léon Trotsky
Chaos économique mondial et marche à la guerre : un système capitaliste à renverser

Samedi 27 janvier à 15 heures

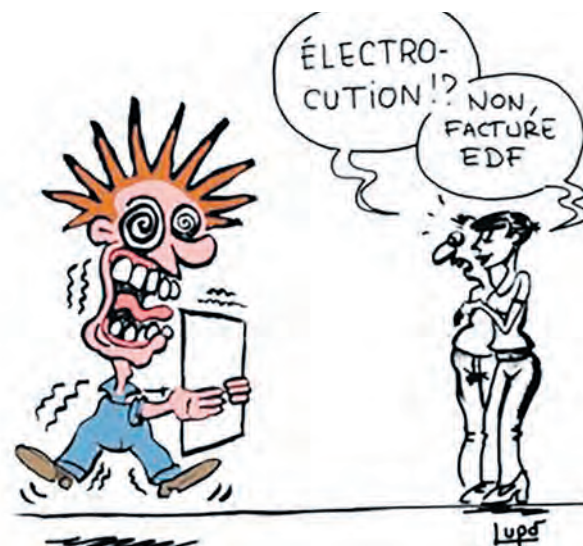
Grande salle de la Mutualité

24 rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

Électricité : les classes populaires rackettées

Bruno Le Maire est venu l'annoncer le 21 janvier sur TF1 : les factures d'électricité vont augmenter de presque 10 % au 1^{er} février pour la quasi-totalité de la population.



Avec des hausses comprises entre 8,6 et 9,8 % selon le contrat des abonnés, le ministre a eu le culot de préciser « J'ai tenu ma promesse de rester sous les 10 % ». Alors que sa décision entraîne des hausses de 10, 20 ou 30 euros par mois sur les factures et va mettre en difficulté des centaines de milliers de ménages déjà obligés de compter chaque euro, il a osé parler « d'une décision difficile à prendre ».

Cette décision « difficile » est un choix de classe. La hausse ne résulte pas d'une nouvelle flambée des prix sur le marché européen de l'électricité – ce prix est au contraire à la baisse en ce moment – mais d'une augmentation des taxes décidée par le gouvernement. Le ministre prétend qu'il ne fait que revenir à la période d'avant 2022, quand le prix du marché de l'électricité s'était envolé et qu'il avait instauré ce qu'il appelle un bouclier tarifaire supposé protéger la population.

Mais ce bouclier a surtout protégé les producteurs et les fournisseurs d'électricité, qui ont pu vendre le courant à prix d'or. En 2022, au plus fort de la crise énergétique, les producteurs d'énergie, tous types confondus, ont battu des records de profits. Cela signifie qu'ils ont racketté la population en vendant l'électricité à un prix bien supérieur au coût de production, parfois 150 ou 200 euros pour un mégawattheure qui revient à 60 euros. Durant toute cette période, Bruno Le Maire a refusé de taxer ces profits, affirmant même : « Les superprofits, je ne sais pas ce que c'est. »

Par contre, maintenant que le prix de gros est provisoirement redescendu, le gouvernement décide de restaurer la taxe intérieure de consommation finale sur l'électricité (TICFE). Elle passera de 1 à 21 euros le mégawattheure au 1^{er} février et une nouvelle hausse est annoncée pour février 2025. Pour les usagers, après le 1^{er} février, le prix de l'électricité aura augmenté de 44 % en deux ans !

Les taxes que Le Maire a refusé d'imposer aux producteurs et aux spéculateurs, il se précipite pour les faire payer aux classes populaires, déjà étranglées par les prix élevés, à commencer par ceux de l'alimentaire.

Selon l'Observatoire annuel des prix des biens de consommation courante, publié le 23 janvier par *Familles rurales*, les prix de l'alimentation ont augmenté de 11,9 % sur l'année 2023. Pour une famille de quatre personnes dont les deux parents touchent le smic, le budget alimentation dévore désormais 20 % des revenus.

La facture d'électricité va accentuer leurs difficultés mais, pour Le Maire, la hausse se justifie aussi par la nécessité de « garantir notre capacité d'investissement dans de nouvelles capacités de production électrique ». Autrement dit, l'État va prendre en charge les investissements, quitte à les faire payer ensuite à la population. Le gouvernement, qui prétend depuis des mois combattre l'inflation, l'alimente ainsi sans vergogne.

Xavier Lachau

“Réarmement démographique” : des crèches, pas des canons !



« Travail, ordre, patrie » : il ne manquait plus à Macron que quelque chose ayant trait à « la famille » pour se positionner clairement dans le sillage des courants les plus réactionnaires de ce pays.

Avec l'injonction au « réarmement démographique de la France », c'est désormais chose faite. Mais une fois l'idée lancée, le président s'est senti tenu d'annoncer une mesure qui pourrait donner l'impression d'aider les parents. C'est finalement sur un projet déjà annoncé cet été que le regard présidentiel s'est posé : la réforme du congé parental. Seulement, il ne s'agit plus de le compléter, mais de le remplacer par un « congé de naissance », mieux rémunéré... mais

beaucoup plus court.

Le niveau de l'indemnité n'a pas encore été fixé, mais il ne sera pas difficile de rémunérer le congé de naissance davantage que la formule actuelle, qui ne donne droit qu'à 429 euros par mois. En revanche, la réduction du congé, elle, est déjà connue : il passera de deux ans à six mois. La durée sera donc divisée par quatre, mais le montant sera-t-il quadruplé ? Il y a tout lieu d'en douter.

Cette réforme permettrait, prétend Macron, de

moins éloigner les femmes du marché du travail, puisque les mères – qui sont celles qui prennent la plus grande part du congé parental – seraient alors obligées de retourner travailler au bout de six mois. Le féminisme a bon dos... d'autant que, dans les faits, réduire drastiquement la durée de ce congé risque de forcer bien des parents, et notamment des femmes, à démissionner faute d'autre solution pour la garde des enfants entre leur sixième mois et leur entrée à l'école maternelle, les services d'accueil et les assistantes maternelles étant déjà saturés.

Sacha Kami

“Un enfant si je veux, quand je veux”

Dans sa conférence de presse fleuve du 8 janvier, Macron, face à la baisse de la natalité en France, a évoqué la nécessité d'un « réarmement démographique ».

Celui qui mettait son quinquennat sous le signe de la défense des droits des femmes entonne donc les discours natalistes bien aimés de la droite et de l'extrême droite.

Le discours de Macron était tout entier sous le signe de la réaction. Après le travail et les attaques contre les chômeurs, la patrie et les « pour que la France reste la France » empruntés à un Zemmour, il ne manquait que la famille et le discours sur la nécessité de faire des enfants.

Pour Macron, il faut donc que les femmes

procréent, comme il est nécessaire que les marchands de canons produisent. Au travail donc : le pays a besoin de bébés, bien français, pour qu'ils aient la chance, une fois adultes, d'aller se faire trouer la peau quand le moment sera jugé opportun par les fauteurs de guerre.

Bien sûr, ce ne sont que des mots d'un démagogue qui, après s'être pris pour Jupiter, joue à « *Maréchal nous revoilà !* » On n'en est pas aux régimes politiques qui renvoyaient les femmes de leur travail pour en faire des mères accomplies.

On n'en est pas à interdire l'avortement. Mais, avec sa métaphore guerrière, Macron se place clairement sur le terrain de ceux qui considèrent que le ventre des femmes ne leur appartient pas et doit servir leurs intérêts économiques ou politiques.

En 1905, le chanteur Montéhus, ami de Lénine, avait écrit une chanson, *La grève des mères*, dont le refrain disait : « *Refuse de peupler la Terre / Arrête ta fécondité / Déclare la grève des mères / Aux bourreaux crie ta volonté ! / Défends ta chair / Défends ton sang / À bas la guerre / Et les tyrans !* ». Elle choqua et fut interdite.

Marion Ajar

Macron contre les chômeurs

Mercredi 17 janvier, Macron s'est fendu d'un discours au sommet de Davos, dans lequel il a décliné quelques annonces faites lors de sa conférence de presse de la veille.

Devant le gratin des possédants et de leurs serviteurs, il a promis notamment « *d'ouvrir un deuxième temps dans notre réforme du marché du travail, en durcissant les règles de l'Assurance chômage* ». Cette intensification des attaques vise en particulier à couper l'indemnisation pour les chômeurs qui refuseraient des offres d'emploi. Ces derniers seraient donc poussés à accepter n'importe quel salaire, n'importe quelles conditions de travail, sous la menace de se retrouver sans ressources.

Ce nouveau tour de vis s'ajoutera aux précédents : allongement de la durée de travail pour ouvrir les droits au chômage, nouveau mode de calcul, à la baisse bien sûr, des indemnités... Les contraintes sur les chômeurs ne cessent de se multiplier depuis des années, et la situation des classes laborieuses se dégrade parallèlement.

En bon serviteur du grand patronat, Macron fait peser les contraintes sur les travailleurs, afin de les alléger pour les capitalistes.

Camille Paglieri

Oudéa-Castéra : elle sait administrer sa fortune

Amélie Oudéa-Castéra, la ministre de l'Éducation et des Sports, en plus de ses affabulations concernant la scolarité de ses enfants, fait décidément parler d'elle.

Cette fois-ci, sa rémunération quand elle était directrice générale de la Fédération française de tennis (FFT) fait parler. La ministre déclarait à l'avance « n'avoir pas peur » des conclusions d'un rapport « écrit assez au vitriol ». À vrai dire, cette grande bourgeoise semble

en effet n'avoir peur ni de mentir, ni de choquer, ni même du ridicule.

Une commission d'enquête parlementaire concernant les fédérations sportives vient en effet de rendre public son rapport. On y apprend qu'elle gagnait 500 000 euros par

an. Première justification : « *Ma rémunération était très proche de celle de mon prédécesseur.* » En réalité, celle qu'on surnomme maintenant AOC a obtenu, selon la commission d'enquête, une augmentation de 86 000 euros par an sur un salaire déjà scandaleusement élevé.

En novembre 2023, AOC a répondu à la commission, pour justifier sa rémunération, que son « *institution ne*

touche pas le moindre euro d'argent public ». Là encore, c'était un mensonge, ce qui est gênant devant une commission d'enquête. Le lendemain, elle a dû rectifier, tout en minimisant à 1,2 million d'euros pour 2022 le soutien de l'État à la fédération. En réalité, ce soutien était près de dix fois plus important. Mais, c'est bien connu, quand on aime l'argent public, on ne compte pas...

Enfin AOC a prétendu avoir divisé son salaire par trois en entrant à la FFT, car elle émargeait précédemment à Carrefour à 1,5 million par an, soit plus de 120 000 euros par mois. C'est, cette fois, possible, mais il n'est pas sûr qu'un tel sens du sacrifice émeuve la caissière de supermarché qui gagne cent fois moins et nourrit par son travail cette caste de parasites du privé ou du public.

Christian Bernac

Agriculteurs : une mobilisation contrôlée par les gros exploitants

Depuis le 18 janvier, des centaines d'agriculteurs manifestent dans le Sud-Ouest et le Rhône. Alors que leur colère semble faire tache d'huile, le gouvernement se veut compréhensif. Certains ministres disent même les soutenir, et le ministre de l'Intérieur a assuré qu'il ne ferait pas évacuer les barrages de tracteurs.



Pau, le 23 janvier.

Les revendications des agriculteurs reflètent leurs difficultés, mais aussi leur diversité. Tous réclament une simplification administrative, allusion aux multiples documents et justificatifs exigés dans leur activité, d'autant plus complexes que les ministères reportent sur eux les modifications législatives liées aux problèmes d'environnement.

Ils réclament de meilleures indemnités pour faire évoluer leur production, dont le retour à la détaxation du gazole qu'ils utilisent dans leurs machines,

et s'en prennent à la mise en concurrence de leurs produits avec ceux de leurs collègues d'autres pays européens.

C'est derrière la FNSEA, principal syndicat agricole, que les agriculteurs semblent s'être rangés. Or son président, le céréalier Aurélien Rousseau, loin d'avoir les mains calleuses, est dirigeant du groupe Avril, le quatrième géant agro-alimentaire du pays et c'est plutôt ce type d'intérêts qu'il représente. Face à de tels interlocuteurs, le gouvernement s'est

immédiatement montré conciliant.

En fait, sur les 416 000 exploitations agricoles, 20 % de gros exploitants détiennent près de deux tiers des richesses potentielles. Les micro et petits exploitants, les deux catégories les moins pourvues, représentent toujours plus de la moitié des structures agricoles. C'est dans les départements où elles sont les plus nombreuses que les mobilisations apparaissent.

Les hauts et les bas du marché mondial des produits agricoles, et même les guerres, peuvent bénéficier aux grosses sociétés agricoles et de l'agro-alimentaire. Mais pour ceux qui essaient de vivre de leur travail et de préparer leur retraite, la crise du capitalisme pèse de plus en plus lourdement, comme c'est le cas pour les artisans ou petits commerçants dont le travail se trouve de moins en moins rémunéré. La hausse des prix des intrants, de l'énergie et du carburant les touche de plein fouet. La loi EGAlim de 2018 qui régit les négociations entre les sociétés de l'agro-alimentaire et la grande distribution a été complétée par une seconde loi, en octobre 2021.

Censée garantir une juste rémunération des producteurs « pour leur permettre de vivre dignement de leur travail », elle n'est qu'un leurre.

Les ministres espèrent certainement, dans un mois, avoir calmé la situation et pouvoir caresser sereinement les vaches au Salon de l'agriculture. Mais il n'est pas question que le

gouvernement s'attaque aux profits capitalistes, pas plus dans l'agriculture qu'ailleurs. Alors, si un allègement des normes ou une rallonge des subventions sont décidés, cela profitera comme d'habitude pour la plus large part à une couche de riches. Car dans le capitalisme, ce sont les nantis que l'État protège.

Jean Sanday

Agro-industrie : alliance contre la santé

L'autorité de la concurrence vient d'imposer une amende de 19,5 millions d'euros à onze trusts du secteur agro-alimentaire et fabricants de boîtes de conserve, ainsi qu'à plusieurs associations professionnelles.

Ces entreprises et organisations professionnelles avaient formé une alliance dans le but de cacher aux consommateurs la présence ou non de bisphénol A dans leurs emballages entre 2010 et 2015. Le bisphénol A, responsable de cancers et d'infertilité notamment, est considéré comme

dangereux pour la santé depuis 2000 et est interdit depuis 2015.

L'amende frappe Crown, un fabricant de boîtes de conserve, à hauteur de quatre millions, ou encore D'Aucy, avec plus de trois millions, Bonduelle, avec 2,8 millions, et bien d'autres parmi les marques de produits alimentaires connues du public. Les sommes ne sont pas si importantes pour ces trusts, d'autant que personne ne sait combien ils ont économisé en se moquant de la santé des consommateurs.

Inès Rabah

Pêche interdite : le dauphin qui cache l'océan

Du 22 janvier au 20 février, les bateaux de pêche de plus de huit mètres ont interdiction de travailler entre le Pays basque et la pointe de la Bretagne. Cette mesure vise à protéger, un mois durant, les populations de dauphins du golfe de Gascogne.

En effet, depuis une trentaine d'années, les riverains ont constaté un nombre croissant d'échouages de cétacés sur les plages atlantiques. Le phénomène s'est rapidement accéléré ces dernières années et on trouve désormais chaque hiver autour de 1 500 dauphins échoués. Il ne fait aucun doute qu'ils sont morts pris dans les filets des bateaux de pêche et les scientifiques estiment que des milliers d'autres ont tout simplement coulé, dans les mêmes circonstances. Une telle hécatombe menacerait à terme la survie de l'espèce, d'où la mesure de suspension de la pêche.

Le gouvernement a promis aux patrons des 450 navires concernés une indemnité équivalant à 80 % de leur chiffre d'affaires pour cette période. Il a également autorisé les mareyeurs à mettre leurs salariés en chômage partiel et parle d'une indemnité spécifique pour ces entreprises. Les ministres espèrent manifestement que cela suffira à empêcher les patrons de la filière, armateurs, pêcheurs, mareyeurs, poissonniers, transformateurs, transporteurs, etc., de descendre dans la rue. En revanche, nul ne sait exactement comment seront traités les salariés.



Qu'en sera-t-il du salaire des matelots, qui touchent une part sur la pêche ? Comment seront indemnisés les travailleurs précaires, à terre ou en mer ? Combien toucheront les ouvriers en chômage ? Que deviendront ceux des entreprises acculées à la faillite ? D'autre part, les industriels transformateurs, les commerçants et les grandes surfaces qui utilisent ou commercialisent le poisson devront

se fournir ailleurs. Il n'y a évidemment aucune garantie ni aucune obligation à ce qu'ils s'approvisionnent de façon plus écologique et plus respectueuse des espèces vivantes, des dauphins comme des autres.

De plus, et surtout, l'interruption d'un mois ne résoudra pas un problème qui vient de bien plus loin et pose la question plus générale de la surpêche. Il y a en effet de moins en moins

de poissons dans les océans, du fait de la pêche industrielle, indistincte et sans contrôle, qui sévit avec des techniques toujours plus destructrices. Les dauphins cherchent donc leur nourriture dans des zones de plus en plus restreintes, le golfe de Gascogne par exemple, où travaillent aussi des navires côtiers, de taille moyenne mais équipés de filets de plus en plus vastes. C'est donc très probablement parce que pêcheurs et dauphins sont en concurrence pour les poissons que les premiers tuent, certes malgré eux, les seconds. L'industrialisation sans contrôle du métier détruit et détruira à la fois le poisson, les dauphins et la petite pêche, jusqu'à ce que l'océan, laissé aux mains du capital, devienne un égout sans vie.

Paul Galois

Violences policières : des coupables peu punis

Vendredi 19 janvier, la cour d'assises de Bobigny a rendu son verdict dans l'affaire Théo. Tout en condamnant une violence illégitime au moment de l'interpellation, le 2 février 2017 à Aulnay-sous-Bois, la justice a seulement prononcé des peines de prison avec sursis à l'encontre des trois policiers inculpés.

Le policier qui a mutilé Théodore Luhaka, en enfonçant dix centimètres de sa matraque télescopique dans le rectum de la victime, encourait théoriquement quinze ans de prison pour violence volontaire ayant

entraîné une infirmité permanente. Au terme de débats pour peser et soupeser si la matraque avait été utilisée dans les règles de l'art, comme appris à l'école de police, si la mutilation avait été intentionnelle ou

accidentelle, l'avocat général avait requis trois ans de prison avec sursis. « Vous allez peut-être penser que ces peines peuvent être dérisoires », avait-il alors lancé à Théo. Sous prétexte qu'on ne pouvait prouver que l'infirmité de Théo était permanente, les juges ont prononcé une peine encore inférieure. Le policier a écopé de douze mois de prison avec sursis et d'une interdiction d'exercer sur la voie

publique pendant cinq ans.

Les images de la vidéosurveillance ont obligé la cour à reconnaître que Théo avait subi d'autres coups alors qu'il était au sol, déjà sonné par la violence du premier coup de matraque. Le tabassage s'est poursuivi dans le véhicule de police, accompagné d'injures racistes. Pour ces faits, les deux autres policiers ne sont condamnés qu'à trois mois de prison avec sursis et deux ans d'interdiction d'exercer sur la voie publique.

Ainsi, aucun des trois inculpés ne fera un seul jour de prison pour avoir mutilé, tabassé et humilié un jeune homme alors âgé de 22 ans, qui s'était interposé lors d'un contrôle d'identité dans son quartier. La radiation de la police, possible après une condamnation mais pas automatique, reste bien improbable. S'il a déjà

reçu un blâme, l'auteur du coup de matraque est désormais dans un commissariat de Paris, en charge du parc informatique, comme il l'a annoncé au procès. Un autre a été muté dans la Police-Secours à Dax et le troisième a été affecté à la BAC de Lille. Autant dire que l'institution policière est bien probablement prête à passer l'éponge.

« Ma motivation est intacte. C'est un beau métier, on en a besoin, sinon c'est l'anarchie », avait déclaré un des policiers cogneurs pendant les audiences. C'est cette motivation à cogner dur contre les pauvres que l'État veut préserver en renouvelant les gestes d'indulgence envers ses policiers et ses gendarmes, même lorsqu'il est impossible de dissimuler qu'ils ont agi comme des barbares.

Boris Savin

Guyane : face à la fermeture d'une cantine

Jeudi 11 janvier, 150 personnes ont manifesté à l'appel des associations de parents d'élèves des écoles de Kourou, en Guyane. Elles protestaient contre la décision de la mairie de fermer la cantine centrale jusqu'en juin 2024. Les travaux de rénovation prévus laisseraient les enfants sans repas et les parents sans solution.

Cette décision aberrante n'est pas dictée par une urgence soudaine, une catastrophe ponctuelle qui aurait endommagé les installations. Au contraire, la cuisine centrale est en travaux depuis plusieurs années et les problèmes ne datent pas d'hier. Mais, si les enfants ne s'étaient pas plaints à leurs parents de manger froid, voire congelé, ou de n'avoir droit qu'à des sandwiches, la mairie aurait continué à encaisser les chèques pour la cantine sans lever le petit doigt. Mis face à ses responsabilités et devant l'ampleur des problèmes, le maire a finalement décidé de fermer la cantine, mais sans mettre en place aucune alternative.

La mobilisation et la détermination des parents, illustrées par la manifestation

du 11 janvier, ont finalement obligé le maire à annoncer la réouverture de la cantine fin janvier, avec un nouveau prestataire. Les parents ont aussi obtenu un accord de principe sur le remboursement de la facture de cantine de décembre. Tout n'est pas réglé cependant : le maire a par exemple évoqué le risque que tous les enfants n'aient plus accès à la cantine à la rentrée prochaine.

Cette situation montre la gestion catastrophique du budget de la municipalité, mais elle révèle aussi les moyens dérisoires de la restauration scolaire en Guyane. Si Kourou ou Cayenne ont des cantines centrales, ce n'est même pas le cas ailleurs. À Saint-Laurent-du-Maroni, au

nord-ouest de la Guyane, les élèves de maternelle et de primaire n'ont classe que le matin faute de cantine centrale pour les nourrir le midi. Dans les lycées, ce sont souvent des groupes capitalistes comme Sodexo qui fournissent les cantines, qui accueillent en plus les collégiens demi-pensionnaires.

À Kourou, les parents ont eu une bonne illustration de la folie de cette société qui permet que, dans la ville même où des moyens considérables sont déployés pour explorer l'espace, les enfants n'aient pas de quoi déjeuner correctement à l'école.

En Guyane, de grandes familles capitalistes, parmi lesquelles des békés des Antilles, réalisent des millions d'euros de bénéfices et l'État français est aux petits soins pour eux, comme pour la base spatiale de Kourou, se fichant bien des besoins de la population. Heureusement, celle-ci sait se défendre.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Des lycéens contre l'uniforme

Au lycée Touchard-Washington du Mans, où je travaille, nous faisons l'objet, depuis le mois de décembre, de grandes manœuvres pour nous faire avaler la dernière trouvaille réactionnaire à la mode, la fameuse tenue unique censée faire rentrer les jeunes dans le rang.

La présidente de région, ex-LR et pro-Macron, après avoir essuyé un refus dans un autre lycée de la région, s'est empressée de chercher et de trouver un proviseur suffisamment zélé : le nôtre. L'annonce, par voie de presse, a fait beaucoup discuter, notamment sur la somme que la région était prête à déboursier pour un lycée de 2 400 élèves, presque 500 000 euros, alors que nous devons faire des économies sur tout et que depuis deux semaines nos collègues de la Vie scolaire ne pouvaient même plus faire de photocopies.

Puis le personnel a appris, toujours dans la presse, qu'il ne serait même pas consulté, le proviseur préférant plutôt

tenter de convaincre les élèves par le biais du conseil de la vie lycéenne. Manque de chance, cette vingtaine d'élèves n'a pas montré grand enthousiasme et ce malgré la visite de la présidente de la région pour essayer de les amadouer. Peu avant Noël, ses membres ont finalement conçu un sondage adressé à tous leurs camarades. Eh bien, la réponse a été sans appel : sur 70 % d'élèves qui se sont exprimés, près de 80 % ont rejeté les rêves du ministère, de la région et du proviseur de les voir en uniforme.

Nous sommes nombreux à nous être réjouis de cette réaction de la jeunesse et, en bonus, d'avoir pu voir notre proviseur s'étrangler dans les médias en se félicitant « de ce beau moment de démocratie ». Et puis, ce refus massif a regonflé tous ceux d'entre nous qui ne voulions pas rester sans rien faire face aux tentatives du gouvernement et de ses serviteurs de faire marcher la jeunesse au pas.

Un lecteur du Mans

Médecins étrangers : indispensables, comme tous les travailleurs

Des médecins diplômés hors de l'Union européenne étaient en grève le 18 janvier. Ils ont manifesté devant le ministère de la Santé, pour dénoncer l'interdiction d'exercer qui frappe plusieurs milliers d'entre eux depuis le début de l'année.

Alors qu'auparavant une relative possibilité de régularisation existait, après justification de leurs compétences devant des commissions, les règles ont été durcies par la loi Buzyn de 2019. Dorénavant, ces médecins, diplômés dans leur pays d'origine n'en sont pas moins soumis à des « épreuves de vérification des compétences » (EVC). Il s'agit en fait d'un véritable concours, que seulement 30% des candidats ont réussi en 2023. Ceux qui ont échoué ne peuvent plus légalement exercer depuis le 1^{er} janvier. Ils risquent en outre de ne pas voir leurs titres de séjour renouvelés et sont donc sous la menace

d'une obligation de quitter le territoire. Ils seraient plus de 2000 dans ce cas, sur les 5000 médecins étrangers exerçant en France.

Au même titre que nombre de secteurs de l'économie, les hôpitaux, déjà au bord de l'asphyxie, ne pourraient pas tourner sans ces travailleurs immigrés. C'est le cas notamment dans de nombreux services qui sont les parents pauvres de la santé, comme la gériatrie, la psychologie ou les Urgences. Près d'un millier d'urgentistes seraient ainsi suspendus, d'après leurs syndicats. Face à cette situation, le gouvernement se retranchait jusqu'alors derrière la loi Valletoux, votée



ARNAUD JANIN

Devant le ministère, le 18 janvier.

fin décembre, qui prévoit la possibilité d'exercer provisoirement treize mois supplémentaires à condition de s'inscrire à nouveau aux EVC, mais dont les textes d'application ne sont toujours pas parus.

Cette mobilisation a poussé la ministre de la Santé, Catherine Vautrin, à reculer et à annoncer le 22 janvier qu'une dérogation serait accordée aux

médecins concernés. Ce recul gouvernemental ne permettra toutefois pas de mettre fin à la précarité dans laquelle ils exercent. Précarité que l'inique loi Immigration ne fera que

renforcer, puisqu'elle ne prévoit la délivrance d'une carte de séjour que pour une durée de quatre ans, et cela uniquement pour ceux ayant réussi les EVC.

David Mencas

Centres de santé – Paris 20^e : il faut les garder !

Mardi 16 janvier, une centaine de manifestants se sont retrouvés devant la mairie du 20^e arrondissement de Paris, place Gambetta, pour protester contre la fermeture annoncée de six centres de santé dépendant de la Croix-Rouge, d'un centre de santé et d'une crèche de l'association Aurore.

L'annonce de ces fermetures a été faite aux 200 salariés fin décembre et ils vont sans doute se retrouver sans emploi. Bien évidemment, les directions invoquent des raisons économiques : ces centres seraient déficitaires ! Argument massue que la Croix-Rouge invoque ces derniers temps pour se débarrasser de plusieurs secteurs de son activité. Avec les mêmes arguments, elle avait cherché à les vendre aux financiers de la société Ramsay, un des leaders de la santé privée, qui n'a pas donné suite.

En fait, la cause du déséquilibre budgétaire de ces centres est évidente : les dépenses augmentent chaque année – les salaires, le matériel, les loyers, l'électricité... – et les remboursements de soins versés par l'Assurance maladie ne suffisent plus. Pire même : pour la crèche, le financement public a diminué, suite à la modification du mode de calcul des subventions allouées par la CAF.

L'utilité de tous ces centres est évidente : ils accueillent chaque année plus

de 40000 patients, dont certains parmi les plus défavorisés, sans dépassement d'honoraires, acceptant l'AME. Dans ces centres, ils peuvent avoir des consultations de médecine générale, voir des cardiologues, dentistes, pédiatres, dermatologues, infirmières, radiologues, psychiatres, ophtalmologistes, gynécologues, etc.

Rien que dans le 20^e arrondissement, où se situent plusieurs de ces centres, dont les Centres Belleville et Haxo, 20000 patients vont perdre leur médecin traitant. C'est également dans cet arrondissement que la crèche Les Passerelles, porte de Bagnolet, risque de fermer. Les parents se mobilisent pour ne pas se retrouver sans solution de garde et soutiennent le personnel.

Encore une fois, c'est sur des critères financiers que la Croix-Rouge et, derrière elle, les pouvoirs publics décident de l'avenir de ces centres, sans tenir compte des besoins sanitaires et sociaux.

Correspondant LO

Lannion : il y a urgence à l'hôpital !

L'inquiétude règne à Lannion, dans les Côtes-d'Armor, depuis l'annonce concernant le service des Urgences de l'hôpital. Elles ont déjà été « régularisées » plusieurs nuits en décembre, c'est-à-dire ouvertes en fonction du personnel présent.

Maintenant, les Urgences risquent d'être mises en « mode régulation longue durée » ou carrément fermées pendant quatre mois à partir du 1^{er} mars.

Cette décision va surcharger les autres hôpitaux de la région, déjà mal en point, et entraîner les mêmes conséquences au détriment de la population. « En moyenne, il manque 33% des postes de médecins urgentistes sur le département », a déclaré le coordinateur des Urgences du Groupement hospitalier de territoire d'Armor. La réaction de la population ne

s'est pas fait attendre, avec une manifestation dans les rues de la ville réunissant entre 2000 et 3000 personnes, le samedi 13 janvier.

La grande misère des hôpitaux souvent évoquée devient ici une réalité criante, d'autant qu'un certain nombre de manifestants ont exprimé des doutes sur la réouverture promise au début de l'été : « Qui croira que, le 30 juin, on va rouvrir les Urgences, en pleine période estivale ? » a-t-on entendu. La région connaît alors traditionnellement un afflux de touristes mais, en juillet

et août dernier, les urgences avaient déjà été fermées treize nuits.

Comment assurer un fonctionnement correct quand « nous avons des listes de gardes qui peuvent changer d'un jour à l'autre en fonction des médecins disponibles ? » remarquait l'un d'eux dans le cortège. On apprend ainsi à cette occasion qu'il manque huit médecins, sur les quatorze qui devraient être à l'effectif.

Ce coup de colère a donc été le bienvenu. Le comité de défense de l'hôpital organise une nouvelle action le 31 janvier. Il faut espérer que la pression populaire se maintienne, s'élargisse... car il n'y a pas qu'à Lannion que ce scandale existe.

Correspondant LO



Lannion, le 13 janvier.

LE TÉLÉGRAMME

Russie: Poutine face à un mécontentement croissant

Même si la propagande du Kremlin fanfaronne sur quelques bourgades prises ou reprises à l'armée ukrainienne, cela ne peut masquer le coût croissant de la guerre pour la population, inévitable quand l'État a décidé de consacrer 30% de ses dépenses en 2024 au seul budget de la Défense.

Alors que ces dernières semaines le thermomètre frisait les moins 30° en région moscovite, les 150 000 habitants d'une ville champignon limitrophe de la capitale, Podolsk, se sont retrouvés sans chauffage. Les canalisations du chauffage urbain, non entretenues, avaient explosé. Dans les logements HLM, la température ne dépassait pas 6 à 10°. Las de voir leurs plaintes ne déboucher sur aucune réparation, ni en urgence, ni au bout de plusieurs jours, des groupes d'habitants s'agglutinaient autour de braseros devant les barres d'immeubles, protestant contre les autorités.

Podolsk n'est pas un cas isolé. D'autres villes ont

connu ces derniers temps des phénomènes identiques. Face à cela, en général, les représentants de l'État central ont joué sur un registre bien rodé: ils ont froncé les sourcils et désigné quelques lampistes, promptement arrêtés devant les caméras de télévision...

À Moscou, un politicien néostalinien, le coordinateur du Front de gauche, Sergueï Oudaltsov, pourtant soutien de la guerre de Poutine en Ukraine, vient d'être emprisonné. Le 21 décembre, il avait déjà été interpellé pour avoir déposé une gerbe sur la tombe de Staline, en ajoutant: «*Pour que la Russie l'emporte, il faut que le peuple ait le pouvoir.*» Puis, dans



À Podolsk, une cuisine installée dans une cour d'usine après la rupture d'une canalisation.

l'affaire de Podolsk, il a protesté sur les réseaux sociaux en réclamant le renvoi des autorités de la ville. Il a eu droit aussitôt à une descente de police à son domicile et à une inculpation pour apologie du terrorisme! Il risque sept ans de prison.

Dans l'Oural, chose rare en Russie aujourd'hui, des affrontements ont opposé le 17 janvier la police à la population de Baïmak, en Bachkirie. Sur 15 000 habitants de Baïmak, qui travaillent surtout dans le secteur minier, 6 000 ont manifesté. Une proportion énorme! Cette mobilisation a pour origine l'arrestation de Faïl Alsynov, un militant bachkir connu

pour dénoncer la pollution industrielle effrénée de la région – elle est riche en pétrole, en or, en charbon, en fer et autres minerais. Pire, pour le pouvoir, il venait de déclarer que la guerre en Ukraine «*n'est pas celle des Bachkirs*», alors qu'ils sont sur-représentés parmi les soldats envoyés et tués en Ukraine, comme d'autres minorités nationales pauvres.

Une vingtaine de personnes ont été arrêtées, autant auraient été blessées et les autorités ont ouvert une enquête pour organisation d'«*émeutes de masse*» et violences contre la police, des motifs passibles de lourdes peines de prison.

D'ici à la farce d'une élection présidentielle prévue en mars, que Poutine a l'assurance d'emporter, il n'est pas question que le pouvoir laisse entrevoir que la population est loin de soutenir unanimement la politique et la guerre du Kremlin. Mais, quand le prix des œufs et du beurre triple en un an, que flambe celui de nombreuses denrées indispensables, que les services publics se délabrent à vue d'œil, il ne faut pas s'étonner que la contestation resurgisse. Le pouvoir y répond en renforçant sa répression, mais il n'est pas certain que cela suffise à contenir de façon durable le mécontentement.

Pierre Laffitte

Ukraine: la guerre avec la peau des peuples



Marché de Donetsk le 21 janvier.

Le bombardement, par les forces de Kiev, d'un marché de Donetsk, la capitale d'une des deux régions de l'est de l'Ukraine rattachées à la Russie, a fait au moins 27 morts et des dizaines de blessés.

Ce n'est pas la première fois que l'armée ukrainienne vise la population civile du Donbass. Cela a commencé dès 2014, lorsque se sont constituées les républiques séparatistes de Donetsk et de Lougansk. La nouveauté est que les médias français en parlent. Quitte, pour certains, à ajouter que, comme dans le cas des bombardements de plus en plus fréquents de villes russes frontalières, telles que Belgorod

et Rostov, cela répond aux tirs de missiles russes sur les populations civiles ukrainiennes de Kiev, Kharkiv, Lviv, etc. C'est une façon d'avouer que les belligérants russes, ukrainiens et, dans ce cas, leurs soutiens militaires occidentaux mènent une guerre de terreur contre les populations du camp adverse. Et le fait que le Kremlin le fasse au nom d'une Grande Russie mythifiée, tandis que le camp de l'OTAN et de l'État

ukrainien prétend représenter la démocratie et le droit des peuples, n'y change absolument rien.

L'un et l'autre font également la guerre à leur propre population. Et cela de mille et une façons. Dans une allocution récente, le président ukrainien, Zelensky, a voulu se présenter comme plus ou moins opposé à la nouvelle mobilisation d'un demi-million d'hommes, sur fond de lassitude croissante de la population face à une guerre qui n'en finit pas. Il est allé jusqu'à dire qu'il comprenait qu'elle suscite de la lassitude «*en soirée*», mais que, «*au matin*», il faut se reprendre et y aller. La chose la plus claire est qu'il aimerait décharger sa responsabilité d'une mobilisation qu'il sait impopulaire, pas de la guerre elle-même. En effet, elle sert de justification, même si cela passe de moins en moins bien, aux sacrifices imposés à la population et au pouvoir qu'exercent Zelensky et les siens.

Évidemment, quand ceux-ci s'adressent à leurs pairs internationaux, ils ne

s'embarrassent pas d'autant de précautions oratoires. Ainsi, au récent Forum économique de Davos, qui réunit chaque année en Suisse le gratin du monde des affaires et des chefs des grandes puissances, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, n'y est pas allé par quatre chemins. S'exprimant sur Bloomberg TV, le chef de la diplomatie ukrainienne a déclaré aux dirigeants américains et européens avec cynisme: «*Nous vous proposons la meilleure*

offre au monde: vous ne sacrifiez pas vos soldats, vous donnez des armes et de l'argent, et nous finirons le travail.»

En clair, nous fournirons notre propre peuple comme chair à canon pour votre politique. «*On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels*» disait Anatole France en 1922 dans *L'Humanité* en faisant le bilan de la Première Guerre mondiale: en français, en ukrainien, en russe ou en anglais, le constat n'a pas pris une ride.

P. L.

Lisez Lutte de classe

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 237 (février 2024):

- Gaza: les Palestiniens face au terrorisme d'État israélien
- La loi Immigration, inspirée par l'extrême droite, contre tous les travailleurs
- Italie: l'an II du gouvernement Meloni
- Le capitalisme chinois face à ses contradictions et face à l'impérialisme
- Des BRICS aux BRICS +: une alliance de bric et de broc
- Afrique du Sud: en 2024, des élections sans enjeu pour la classe ouvrière
- Trois livres sur Lénine (1870-1924), mort il y a 100 ans

Prix: 3 euros. Envoi contre cinq timbres.

Allemagne : face au danger d'extrême droite

Le 10 janvier, un média d'investigation révélait qu'une rencontre secrète s'était tenue quelques semaines plus tôt près de Berlin. Des permanents de l'AfD (extrême droite), quelques-uns de la CDU (droite), et des néonazis y avaient été conviés par le patron d'une grande chaîne de boulangerie.

L'objet de la réunion était un plan pour déporter d'Allemagne des millions de personnes issues de l'immigration. La nouvelle a déclenché une onde de choc et, depuis, d'imposantes manifestations se déroulent tous les jours dans toutes les régions. Indignées, un million de personnes ont manifesté entre le 19 et le 21 janvier, dont plus de 100 000 à Munich et Berlin, plusieurs dizaines de milliers à Cologne, Hambourg, Francfort, Dresde et Leipzig. Une affluence partout exceptionnelle, très supérieure à ce qu'avaient prévu les organisateurs.

Bien des manifestants

craignent le retour d'une dictature et veulent vraiment agir contre le poison d'extrême droite. La question qui se pose est : comment ? Des manifestations, aussi réussies, aussi massives soient-elles, sont reconfortantes mais elles ne peuvent entamer l'influence ou le potentiel de nuisance de l'extrême droite.

Des hommes politiques proposent face à cela d'entamer une procédure visant à interdire l'AfD. Mais, d'abord, les partis de gouvernement portent une lourde responsabilité dans sa montée. Ils se comportent donc comme des incendiaires qui joueraient aux pompiers. Ensuite, face à

une AfD qui électoralement pèse 20%, comment une mesure administrative pourrait-elle suffire ? L'essor de l'extrême droite n'a rien d'accidentel. Il est lié à la crise du capitalisme et à la dégradation des conditions de vie des classes populaires.

Le problème ne se limite pas à un parti, et d'ailleurs des politiciens de la CDU étaient présents à la réunion secrète. Les néonazis étaient aussi présents, alors que l'AfD s'échine généralement à nier ses liens avec eux. Il est devenu visible que les succès de l'AfD renforcent aussi ceux qui prônent ouvertement la violence et la dictature.

Proposer d'interdire ou de légiférer revient à faire confiance à la classe politique pour mener la lutte contre l'extrême droite. Les hommes politiques, face à l'émotion, en parlent, veulent surtout avoir l'air de faire

quelque chose, ne serait-ce que pour redorer leur blason, comme le très impopulaire chancelier Scholz (SPD). Mais si une telle mesure devait être prise, faudrait-il ensuite faire confiance à la police, à la justice et aux services de l'État pour imposer puis appliquer l'interdiction ? Jusqu'en 2018, le chef du renseignement allemand était un certain Maassen, ami de l'AfD. Les scandales se succèdent, impliquant des militaires d'extrême droite à la tête de réseaux s'étant constitué de véritables arsenaux sur les stocks de l'armée, fomentant attentats, meurtres ou tentatives de putsch. La justice se montre d'une clémence suspecte.

On ne peut laisser la lutte

contre l'extrême droite aux soins des gouvernants ou de l'appareil d'État de la bourgeoisie. C'est la politique de celle-ci qui, au fil des ans, ouvre un boulevard à l'extrême droite. Les gouvernants, en lui donnant forme, y sont associés.

Par contre, la classe ouvrière, en commençant par intervenir sur les lieux de travail et dans les quartiers pour que tous, quelle que soit leur origine ou leur nationalité, s'unissent contre les véritables responsables des dégradations actuelles, contre les capitalistes et leur gouvernement, pourrait offrir à la société une autre perspective que le retour aux heures les plus sombres de l'histoire.

Alice Morgen

Les revendications des agriculteurs

Début janvier et pendant plus d'une semaine, des dizaines de milliers d'agriculteurs ont protesté en Allemagne contre la suppression par le gouvernement d'une exonération fiscale sur le gazole agricole. Cette suppression est l'une des nombreuses mesures d'austérité prises afin de maintenir 60 milliards de subventions aux grandes entreprises.

Les plus petits agriculteurs sont pris en étau entre les prix élevés que leur imposent des multinationales pour les semences et engrais, et des prix ridiculement bas payés pour leurs productions par les entreprises de l'agro-alimentaire et la grande distribution. Les

subventions à l'agriculture doivent compenser un peu tout cela. Mais la majeure partie des subventions va aux grandes exploitations qui, elles, font de sérieux bénéfices.

Aucun parti ne s'attaquera bien sûr aux profits des groupes agro-alimentaires ou aux subventions dont bénéficient ces grandes exploitations. L'AfD (extrême droite) n'en tente pas moins d'exploiter la colère des agriculteurs contre le gouvernement. Celui-ci envisage une « taxe paysanne » sur la viande, mais il voudrait que ce soit aux consommateurs de payer, une fois de plus !

A. M.



Manifestants contre l'AfD.

OTAN : les grandes manœuvres

Le 18 janvier, le général américain Christopher Cavoli, commandant suprême des troupes de l'OTAN en Europe, a annoncé des manœuvres d'une ampleur inédite depuis 1988, qui se déploieront de l'Atlantique à l'Europe de l'Est.

Sans la nommer, l'entraînement met la Russie en ligne de mire pour « protéger nos valeurs et l'ordre international », explique le général. De février à mai prochain, 90 000 soldats, 50 navires de guerre, 80 avions et

1 100 véhicules de combat seront déployés, en particulier vers la mer Baltique, en Allemagne, dans les pays Baltes et en Pologne. L'ensemble des 31 pays membres de l'OTAN, dont la France, seront engagés, ainsi que la Suède,

candidate à l'entrée dans l'alliance. Les États-Unis vont renforcer leur contingent en Europe et la Grande-Bretagne mobilisera 20 000 soldats.

Si une simulation de guerre d'une telle envergure ne s'était pas vue en Europe depuis la fin de la guerre froide, les manœuvres de l'OTAN se sont accélérées depuis l'invasion de l'Ukraine par Poutine. Ainsi, en avril dernier, elle avait déployé

25 000 soldats en Suède et, en juin dernier, avait organisé les plus grandes manœuvres aériennes de son histoire en Allemagne et en Europe centrale. Ces entraînements, qui regroupent jusqu'à des dizaines de pays, permettent de tester hommes et matériels dans des préparations au combat.

Mais l'objectif est aussi de renforcer l'adhésion des opinions publiques à ces

préparatifs de guerre. Car les médias ne manqueront pas de relayer le spectacle de ces déploiements militaires, en présentant les troupes de l'OTAN comme le bouclier de « nos libertés », de « nos valeurs », cherchant à faire oublier que les seules valeurs que protègent les grandes puissances, quand elles font la guerre, ce sont les profits de leurs capitalistes !

Boris Savin

21 janvier 1924 : la mort de Lénine, dirigeant de la révolution russe

Le 21 janvier 1924, Lénine mourait. La classe ouvrière russe perdait le principal dirigeant de la révolution et de l'État qui en était issu. Ce décès allait avoir des conséquences catastrophiques.

Lénine a été l'exact contemporain de l'extraordinaire montée ouvrière de la fin du 19^e siècle au début des années 1920. Elle a culminé avec la révolution d'Octobre en Russie, la construction du premier et, jusqu'à ce jour, unique État ouvrier, la vague révolutionnaire de 1917-1923, la fondation de l'Internationale communiste, qui voulait être le parti mondial de la révolution prolétarienne. Lénine fut, avec Trotsky, le dirigeant révolutionnaire le plus éminent de cette période. Toute sa vie, tous ses choix politiques et son génie particulier l'y avaient préparé.

De son vrai nom Vladimir Ilitch Oulianov, il était né en 1870 dans la famille d'un fonctionnaire russe, responsable des écoles de la région de Simbirsk. L'Empire des tsars se caractérisait alors par son arriération économique, sociale et morale, le poids de la dictature et de l'Église. Chaque génération de la jeunesse intellectuelle fournissait son contingent de révolutionnaires prêts à tout sacrifier pour renverser ce régime. Le frère aîné de Lénine, Alexandre, fut ainsi condamné et exécuté en 1887 pour avoir fabriqué des bombes destinées au tsar. Vladimir ainsi que son frère cadet et deux de ses sœurs voulurent continuer son combat révolutionnaire.

Alors que le futur Lénine achevait ses études secondaires et cherchait sa voie politique, le mouvement

ouvrier était en plein essor. En Europe de l'Ouest, et particulièrement en Allemagne, les travailleurs se dotaient de grands partis socialistes, armés du programme marxiste, réunis dans l'Internationale ouvrière en 1889. Dans l'Empire russe, une classe ouvrière moderne naissait, autour des industries extractives à capitaux européens, du textile, du chemin de fer indispensable à cet immense pays, des industries de guerre. Elle fut tout de suite très concentrée et combative. Du fait même de la dictature et de la férocité des rapports sociaux, les grèves spontanées débouchaient inmanquablement sur des affrontements avec l'État.

Le parti bolchevique

Toute une génération de révolutionnaires, dont Lénine, reconnu alors dans le prolétariat la seule classe sociale capable de renverser vraiment l'ordre existant, non seulement dans l'Occident développé mais aussi dans la Russie arriérée. Le combat de ces militants était entrecoupé de périodes de prison et de déportation, mais continuait dans trois directions : il fallait militer parmi les travailleurs et participer à tous leurs combats ; approfondir les idées et se délimiter des autres courants politiques ; nouer des liens avec les autres groupes militant sur la base du marxisme, en particulier avec la génération précédente, désormais



Lors du 1^{er} mai 1920, à Moscou.

dans l'émigration et dont le capital politique était indispensable.

Cette activité, dans laquelle Lénine prenait une part de plus en plus importante, se concrétisa à partir de 1901 par la publication de l'*Iskra*, journal politique clandestin, diffusé dans tous les centres ouvriers de Russie. Elle déboucha sur la constitution du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), en 1903.

À l'occasion de ce congrès constitutif, puis dans la période qui suivit et jusqu'à la révolution de 1905 en Russie, Lénine développa deux idées-forces. Il insistait sur la nécessité de construire une organisation de révolutionnaires professionnels qui puisse assurer la continuité politique et matérielle de l'activité. Il militait aussi pour que, dans la révolution à venir, la classe ouvrière soit préparée à prendre la tête du mouvement contre le tsarisme, avec ses méthodes, en avançant ses revendications et des perspectives en lien avec le prolétariat européen. C'est sur cette base politique et sur celle d'une patiente activité d'organisation que se construisit le Parti bolchevique.

En août 1914, la grande majorité des partis de l'Internationale ouvrière trahirent leur programme et leurs engagements, chacun se rangeant derrière sa bourgeoisie dans la guerre qui commençait. Lénine et une grande partie des bolcheviks, eux, restèrent internationalistes, affirmant

qu'il fallait transformer la guerre impérialiste en guerre civile. C'était dire, de la façon la plus directe et la plus complète, qu'on ne peut sortir de la boucherie impérialiste que par la révolution prolétarienne.

Le premier État ouvrier

À partir de 1917, les travailleurs des pays en guerre commencèrent à relever la tête et le programme de Lénine devint, progressivement, celui de millions de prolétaires, en Russie, en Allemagne, en Italie, etc. En Russie, maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, les ouvriers de Petrograd chassèrent le tsar en février 1917. L'activité passée de Lénine, incarnée dans le Parti bolchevique, l'orientation qu'il sut donner à celui-ci rendirent possible la prise de pouvoir par la classe ouvrière en octobre 1917. C'est son autorité, acquise par tout son passé, qui convainquit ses camarades que le prolétariat pouvait prendre et garder le pouvoir, dans un pays en crise, ravagé par la guerre, arriéré, à majorité paysanne.

Lénine fut le principal dirigeant de cet État ouvrier qui dut faire face à de multiples difficultés : les interventions étrangères et la résistance des anciennes classes possédantes, la désorganisation générale, la famine et le typhus. Il fut aussi le principal dirigeant de l'Internationale communiste, proclamée en 1919

pour que les travailleurs du monde entier se donnent l'outil de leur libération. C'était deux aspects d'un même combat, car ni Lénine ni aucun bolchevik n'imaginait à l'époque que la Russie des soviets pût se maintenir sans le renfort des travailleurs des autres pays d'Europe ni ne doutait que l'objectif à atteindre fût la révolution mondiale.

La Russie des soviets restait isolée, partout la classe ouvrière dut battre en retraite. Les déformations bureaucratiques de l'État ouvrier apparurent, combattues depuis le début par Lénine et Trotsky, mais elles s'étendirent et se cristallisèrent autour de Staline et de son clan. Lénine entama aux côtés de Trotsky le combat contre le stalinisme naissant, jusqu'à son décès, à 54 ans, en 1924. La bureaucratie allait alors pouvoir transformer son cadavre en momie et faire de l'enseignement du léninisme un catéchisme absurde.

Après Lénine, la tradition et l'expérience du marxisme révolutionnaire allaient être défendues et transmises aux générations suivantes par Trotsky et ses compagnons. Aujourd'hui, Lénine reste, et restera, celui qui a osé mener une politique révolutionnaire par laquelle les travailleurs ont pris en main leur propre destinée et celle d'un pays tout entier, faisant de la révolution mondiale une perspective réelle.

Paul Galois



Lénine en 1918.

Franchises médicales : une attaque de plus

C'était dans l'air depuis des mois, mais ça y est, c'est décidé, d'ici la fin du mois de mars la franchise médicale sur chaque boîte de médicaments prescrite par le médecin va doubler, passant de 50 centimes à 1 euro, qui ne sera pas remboursé et tombera dans les caisses de l'État.

Macron avait annoncé la couleur lors de sa conférence de presse quand, avec tout le mépris de nanti qui le caractérise, il avait répondu à un journaliste qui lui posait la question : « Au moment où je vois ce que nos compatriotes peuvent dépenser pour les forfaits de téléphonie, la vie quotidienne, se dire qu'on va passer de 50 centimes à 1 euro pour une boîte de médicaments, je n'ai pas le sentiment qu'on

fait un crime terrible. » Et d'ajouter : « Je pense que c'est une bonne mesure. Cela responsabilise, il faut responsabiliser sur la consommation de médicaments. »

L'argument n'est pas nouveau. Il prévalait déjà en 2008, sous Sarkozy, quand les franchises furent inventées. Il était alors question de boucher le trou de la Sécurité sociale et, déjà, en « responsabilisant » les assurés sociaux. Comme si un

diabétique, un hypertendu ou toute autre personne atteinte d'une quelconque maladie allait surconsommer le médicament prescrit par son médecin comme d'autres se gobergent en surconsommant des mets de luxe dans les restaurants huppés.

À la fin du mois de mars, la somme non remboursée sur chaque boîte de médicament prescrite, passera donc à 1 euro ainsi que le reste à charge pour les soins infirmiers et les séances de kinésithérapie. Ensuite, début juin, les franchises sur les consultations médicales et les analyses biologiques passeront de 1 à 2 euros et celles pour les transports

sanitaires de 2 à 4 euros.

Et alors ? « On a une des médecines les plus socialisées du monde », proclame Macron. Ce que ses semblables en d'autres temps formulaient et formulent encore en parlant d'un système de santé « extrêmement généreux », d'une médecine et de médicaments « pratiquement gratuits ». Mais c'est une propagande totalement mensongère. L'intégralité du financement de l'Assurance maladie repose sur les travailleurs. Ce sont eux qui produisent tout ce qui est versé sous forme de cotisations, qu'elles soient salariales ou dites patronales.

Il faut vraiment tout le

mépris d'un représentant des grands bourgeois pour affirmer que le doublement des franchises est « une bonne mesure » et qu'il n'y a en quelque sorte pas de quoi fouetter un chat.

Il est au contraire évident que multipliées par le nombre de patients dans une même famille, ces franchises peuvent atteindre une somme suffisamment importante dans le budget familial pour qu'elle contraigne à renoncer aux soins. C'est une attaque de plus contre le pouvoir d'achat des classes populaires et contre la santé des plus pauvres.

Sophie Gargan

La Réunion : le cyclone frappe plus les pauvres

Belal, le premier cyclone de l'année, a frappé l'île de La Réunion du lundi 15 au mercredi 17 janvier. Un tiers de la population, soit 150 000 foyers, ont été privés d'électricité et d'eau pendant plusieurs jours suite aux dégâts causés par les vents violents.



Le cyclone, moins violent que prévu, a tout de même provoqué la mort de trois sans-abri et d'une femme intoxiquée par le monoxyde de carbone dû à son groupe électrogène.

Samedi 20 janvier, plus de 10 000 personnes attendaient toujours le retour du courant. Les arbres non élagués tombés sur le réseau électrique et la mauvaise qualité des poteaux sont à l'origine de la plupart des coupures de courant. La direction du centre EDF Réunion est en partie responsable, elle qui a décidé de supprimer ses équipes de monteurs élagueurs pour sous-traiter ce travail au moindre coût.

Invités à « prendre patience » les habitants de

certains quartiers, privés d'électricité pendant trois jours et plus, ont réagi. Au Chaudron à Saint-Denis, certains ont décidé de barrer leur avenue très passante, obligeant la direction d'EDF à les dépanner dans la journée. D'autres, à Saint-Benoît, ont érigé des barrages pour faire pression. Non seulement vivre sans eau pendant plusieurs jours est compliqué, mais beaucoup ont perdu la nourriture stockée pour le mois dans leur congélateur...

À Saint-Paul, ceux du quartier de l'Étang Saint-Paul se sont retrouvés inondés du fait du débordement de la ravine La Plaine comme en 2002. Cette situation n'est pas fatale. L'endigement de cette ravine

protégerait les habitants de ces submersions et des dégâts causés à leur case, à leur mobilier à leurs appareils ménagers.

Le maire PLR (ex-PCR) de Saint-Paul, Emmanuel Séraphin, leur a répondu que ces travaux étaient prévus d'ici... dix à vingt ans ! Quant à Darmanin, « venu constater sur place les dégâts du cyclone », il ne s'est engagé sur rien et son voyage a été une simple « mascarade », comme l'a clamé une habitante sur son passage.

Pour les travailleurs du privé, les deux jours non travaillés du fait du cyclone ne seront simplement pas payés. Mais le plus dur est à venir pour le porte-monnaie des familles de travailleurs et pour les agriculteurs. La production de fruits et de légumes est compromise pour plusieurs mois. Cela va entraîner une hausse des prix importante et durable.

La saison des cyclones ne fait que commencer. Les plans pour en réduire les conséquences ne voient pas le jour. Investir dans la prévention, l'élagage, l'endigement, le curage des cours d'eau, sans parler de constructions adaptées au climat, sont des mesures qui ne présentent aucune difficulté technique. Le seul obstacle est cette organisation sociale qui multiplie les effets dévastateurs de toutes ces catastrophes.

Charlotte Dauphin

Île Maurice : la population confrontée à l'inertie du gouvernement

Le passage du cyclone Belal à Maurice a fait deux morts par noyade et les pluies torrentielles ont inondé nombre de quartiers populaires et emporté quelque 108 véhicules dans la capitale Port-Louis.

En 2013 déjà, deux heures de pluies torrentielles sur Port-Louis avaient entraîné des crues qui avaient submergé une partie de la capitale et provoqué la mort de dix habitants.

Suite à ce désastre, Suresh Boodoo, l'ancien directeur de la météo, avait estimé indispensable de « lancer une campagne de reboisement afin de retenir le sol et de prévenir l'érosion, mais aussi de mettre en place un système de canalisation de l'eau », pour éviter que ne se reproduise une telle catastrophe. Aujourd'hui il ne peut que constater amèrement : « Nous n'avons

pas encore mis en œuvre ces mesures, malgré l'écoulement du temps. »

Avec le réchauffement climatique, l'océan Indien dans lequel baignent Maurice et La Réunion se réchauffe de manière intense, créant un environnement propice à des événements extrêmes. Dans cette situation, il serait plus que vital de réaliser les travaux nécessaires pour contenir les eaux de pluie.

Ce n'est pas la priorité du gouvernement mauricien, qui porte la responsabilité de ces nouveaux morts.

C.D.



Renault Trucks – Vénissieux : «on ne s'en sort plus avec nos salaires»

À Renault Trucks, la traditionnelle réunion salaires a eu lieu en janvier. Et, comme il est de tradition, la direction a organisé deux réunions : à la première, annonce d'une petite augmentation et, ensuite, un petit coup de pouce.

Nouveauté cette année : la réunion de négociation s'est tenue dans une nouvelle salle dite «salle du dialogue social». C'était plutôt un dialogue de sourds, pour les grévistes venus à chaque fois manifester.

Le jeudi 11 janvier, il y a eu beaucoup de grévistes, des ateliers se sont vidés, que ce soit à l'usine Moteurs, à l'usine Ponts ou à la Pièce de rechange. Et si

beaucoup sont rentrés chez eux, c'est à plus d'une centaine qu'ils sont allés au lieu de la réunion salaires, pour entendre la nouvelle DRH du groupe déclarer que cette année, il y aurait une «vraie négociation».

Le résultat de la «vraie négociation» est 2,8% d'augmentation générale et un budget de 1,2% d'augmentations individuelles pour la catégorie non-cadres (ouvriers



et ATAM), et pour les cadres uniquement des augmentations individuelles. Pour faire passer ces annonces, la direction a annoncé 5000 euros de prime de participation et d'intéressement, une somme importante pour tous les travailleurs, mais équivalente à ce qu'ils avaient déjà perçu en 2023. Mais cette fois les intérimaires, qui avaient touché une partie des primes en 2023, ne toucheront rien en 2024.

À la deuxième réunion, mercredi 17 janvier, il y a eu encore plus de grévistes,

et ils se sont retrouvés à 200 devant la salle de réunion. Plusieurs en ont profité pour exprimer leur exaspération face à la direction : «S'il n'y avait pas les heures supplémentaires, je ne pourrais pas payer tout ce que je dois». La direction pensait que, comme une semaine plus tôt, il suffisait d'aller écouter les grévistes pendant une demi-heure pour ensuite revenir tranquillement dans la salle de réunion. Mais les travailleurs ne l'entendaient pas de cette oreille et ont envahi la salle.

La DRH s'en est alors échappée. Finalement, les augmentations générales ont été fixées à 3%. La DRH a eu le culot d'affirmer qu'elles étaient supérieures à la hausse des prix.

En 2023, les résultats de Renault Trucks et du groupe Volvo auquel il appartient ont été exceptionnels, historiques, selon la direction elle-même. Aussi l'annonce d'une augmentation générale inférieure à celle de 2023 choque de nombreux travailleurs.

Correspondant LO

Safran – Saint-Quentin-en-Yvelines : débrayage pour la paie

Mardi 23 janvier le matin, 80% de l'équipe, ainsi que de nombreux collègues de normale, ont débrayé et tourné dans les ateliers. Idem avec l'équipe d'après-midi.

Cela faisait bien longtemps qu'il n'y avait pas eu de mouvement aussi unanime et massif parmi les travailleurs de l'usine.

Il faut dire que les propositions salariales de la direction ont retenti comme une véritable provocation : 1,25% d'augmentation générale et 1,25% en augmentations individuelles qui par définition ne sont pas pour

tout le monde. Et même pas de minimum annoncé, alors qu'il avait été de 108 euros l'an passé par exemple.

Dès l'annonce de ces chiffres lamentables lundi, ça a été le ras-le-bol et les syndicats ont lancé le débrayage pour le mardi qui a été un succès.

L'inflation permanente, l'augmentation de l'électricité tout juste annoncée, et

le mécontentement contre la nouvelle convention collective, ont joué pour donner envie aux travailleurs d'exprimer leur colère.

Et ceci d'autant plus que les résultats de Safran sont florissants et que la direction ne cesse de s'en vanter dans la communication interne. C'est déjà 33% de plus rien qu'au premier semestre 2023 et les prévisions pour le bilan final de l'année sont prometteuses, pour les profits des actionnaires bien sûr. Ces derniers l'ont bien

compris, puisque l'action a atteint son record historique autour de 170 euros.

Les salariés de Saint-Quentin revendiquent que le fruit de leur travail leur revienne avec de vraies augmentations de salaire. Le débrayage de mardi est un premier coup de semonce. Beaucoup attendent de voir si la direction va faire de nouvelles propositions et si des mouvements se produisent dans les autres sites du groupe. En tout cas, l'ambiance qui



régnait lors des tournées de grévistes dans les ateliers et le sentiment d'être une force ont donné envie de remettre ça. À suivre...

Correspondant LO

RATP : ça bouge sur la ligne 9

Vendredi 19 janvier, à la conduite du métro, une centaine de services sur 175 ont été touchés par une grève de 59 minutes partie de la base.

Le mécontentement était palpable depuis quelque temps. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader : retards en ligne systématiques, même sans incident majeur, à peine le temps entre deux trains pour aller aux toilettes, etc. Mais la goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été l'annonce que les vacances d'été seront limitées à quinze jours de juillet à septembre,

pour cause de JO, et encore, seuls les mieux classés y auront droit. Cela a provoqué beaucoup de réactions : «La direction supprime nos vacances d'été et veut nous faire bosser pendant les JO sans que ça ne lui coûte un sou.» En effet, elle parle bien d'une prime, mais de 1300 euros brut maxi, soumise à de telles conditions que peu la toucheraient.

La journée a donné lieu

à beaucoup de discussions entre conducteurs. À Mairie-de-Montreuil, vingt d'entre eux se sont réunis et, après discussion, ont voté leurs revendications : une augmentation de salaire de 300 euros et une prime JO de 3000 euros net sans conditions. Un appel à un nouveau débrayage a été lancé pour le mardi 30 janvier. L'idée d'une action le 14 février, jour du match PSG-Real (le Parc des Princes est desservi par la ligne 9), fait aussi son chemin.

Correspondant LO

Proxiserve – Angers : en grève

Depuis le 17 janvier la grande majorité des 50 travailleurs de Proxiserve, à Angers, une entreprise employant 3000 salariés au niveau national est en grève, pour l'amélioration des conditions de travail, l'uniformisation des primes et une augmentation de 300 euros.

Pour l'instant, droite dans ses bottes, la direction de cette entreprise, qui gère la maintenance de l'habitat social, ne veut rien savoir. Les grévistes se retrouvent à une vingtaine et reconduisent chaque jour leur mouvement, restant

fidèles au poste devant l'entreprise. Ils reçoivent des délégations de travailleurs d'autres entreprises et ont participé pour certains à la manifestation du 21 janvier contre la loi Immigration. Ce fut l'occasion pour eux de populariser leur mouvement, et de plus de recevoir un soutien financier non négligeable.

Malgré les intempéries, les grévistes tiennent bon. Ils font pour la plupart pour la première fois l'expérience qu'il est possible de relever la tête. Une expérience qu'ils n'oublieront pas.

Correspondant LO

Renault Technocentre Guyancourt: **nouvelle convention, vieilles méthodes**

Au Technocentre Renault de Guyancourt, dans les Yvelines, la direction a mis du temps avant de communiquer sur la nouvelle convention collective de la métallurgie. Or, depuis le 1^{er} janvier, elle est appliquée.

Voulue par les patrons de l'IUMM, le syndicat patronal de la métallurgie, cette convention collective est une nouvelle attaque contre les travailleurs. Une des principales mesures consiste à classer chaque emploi suivant une grille unique de notation allant de 6 à 60, de l'ouvrier à l'ingénieur. Les emplois sont répartis par niveau, allant de A1 à E10 pour les non-cadres et de F11 à I18 pour les cadres, correspondant chacun à un salaire minimum. Comme toutes les grilles, elles sont destinées à diviser les travailleurs. Libre à l'entreprise d'évaluer les emplois pour les classer.

Pendant des mois, la direction du Technocentre a préparé sa déclinaison de la classification des emplois. Elle a commencé par réduire le nombre d'emplois différents. De près de 1200

définitions d'emplois, elle est passé à un peu moins de 600. Puis elle les a notés un par un. Petite subtilité, une personne donnée a forcément une classification inférieure à celle de son chef.

La direction prétend que «rien ne change avec la nouvelle convention collective». Or si, avec l'ancienne, le salaire dépendait du diplôme,



de l'ancienneté et de l'expérience, avec la nouvelle, le salaire dépend principalement de l'emploi occupé,

donc de sa classification. À l'automne, la direction avait commencé à communiquer l'ensemble des fiches d'emploi, charge à chaque travailleur de trouver la fiche qui lui correspondait. La grande majorité a vite compris que tout allait changer, mais personne ne s'y retrouvait et tous les travailleurs avaient l'impression d'y perdre au bout du compte.

Face au mécontentement, la direction a fini par communiquer individuellement les fiches d'emploi. Pour beaucoup, ce fut la douche froide. Les ouvriers, techniciens, secrétaires, cadres, tous ont obtenu une classification plus basse qu'espérée.

De toute façon, avec l'ancienne ou la nouvelle convention, face à l'inflation, à l'augmentation des prix des produits alimentaires et de l'énergie, les salaires sont à la traîne. Les travailleurs auront à lutter pour des augmentations importantes qui suivent la hausse du coût de la vie.

Correspondant LO

RenaultElectricity MCA – Maubeuge: **les froids calculs du patron**

Mardi 16 janvier, de grosses perturbations étaient prévues pour le lendemain sur la Sambre, avec de la neige et du verglas. La circulation sur les routes s'annonçait donc difficile voire dangereuse.

La direction de l'usine MCA, qui compte 2200 salariés et travaille en deux équipes pour fabriquer la Kangoo, s'est contentée d'avancer de 15 minutes l'heure du passage des différents bus de ramassage le lendemain matin, afin que tout le monde soit bien à l'heure dans les ateliers. Comme prévu, neige et verglas ont été au rendez-vous durant la journée du 17 janvier, et toute la circulation s'est retrouvée quasiment arrêtée dans la région. Autour de Maubeuge, les chauffeurs de camion, tous bloqués, aidaient les automobilistes à pousser leurs voitures. Mais ce qui a décidé la direction de l'usine à libérer l'équipe d'après-midi

plus tôt fut l'absence de plusieurs pièces indispensables à la production, bloquées sur les routes, et non la sécurité des travailleurs!

À contrecœur, la direction a dû mettre l'usine à l'arrêt jeudi 18 janvier, car il était devenu presque impossible de se déplacer. Mais alors que les routes étaient toujours dangereuses, elle a demandé à l'équipe du vendredi matin de reprendre le travail, avec des horaires des bus à nouveau avancés de 15 minutes. C'est donc par -6 degrés que les ouvriers ont attendu, certains dès 4 heures du matin, des bus qui ne sont pas passés, la plupart n'ayant même pas réussi à sortir du dépôt. Ayant téléphoné à leurs

chefs pour prévenir de leur absence, des travailleurs se sont vu reprocher de ne pas tenter de venir à pied, en marchant plusieurs kilomètres dans la neige.

La direction a pris l'habitude de faire alterner, en fonction des commandes ou des manques de pièces, des périodes de chômage partiel payé par l'État et des périodes de production, avec cadence au maximum et samedis travaillés. Ainsi, après une semaine de chômage succédant aux congés, la production n'avait repris que le 15 janvier. La météo est venue contrarier les plans du patron qui, pour sortir le nombre de voitures prévu, n'a pas hésité à faire prendre des risques à tout le monde. L'épisode restera dans les mémoires.

Correspondant LO

Renault – Cléon: **une direction à l'offensive**

Lundi 22 janvier, plusieurs dizaines de travailleurs de l'usine, accompagnés de nombreux militants CGT et SUD venus d'autres sites de Renault et d'autres entreprises de la région de Rouen, se sont rassemblés devant l'usine Renault de Cléon, en Seine-Maritime.



Les travailleurs tenaient à montrer leur colère après le licenciement d'un ouvrier de la Fonderie et, plus généralement, contre la politique de sanctions à tout-va de la direction.

L'usine produit des moteurs et des boîtes de vitesses pour l'ensemble du groupe Renault. Depuis le 1^{er} novembre dernier, suite à la découpe du groupe, le site fait partie d'Ampere, la société dédiée à la production de moteurs et de véhicules électriques. Si la répression n'a rien de nouveau dans les ateliers, ces derniers temps tous se rendent compte d'une accélération. Brimades, convocations, avertissements et sanctions se multiplient. Si un travailleur s'oppose à ses conditions de travail ou à la hiérarchie, il est immédiatement convoqué.

Les mises à pied tombent rapidement et les licenciements aussi. Ainsi, un travailleur au Moteur électrique a été licencié car il avait enlevé ses gants pour mettre du scotch sur une pièce. Un autre ouvrier a été licencié après s'être blessé en débloquent une pièce. Un autre encore sous un faux prétexte de vol.

Pour ce militant ouvrier CGT du secteur de la Fonderie, Mathieu, qui a donc été licencié par la direction, elle

a une nouvelle fois construit un dossier à charge à partir de rien. Devant cette injustice flagrante, plusieurs travailleurs du secteur Fonderie ont débrayé jeudi 11 janvier, pour l'accompagner à l'entretien avec la direction. Celle-ci a fait désactiver son badge quelques jours plus tard, le 18 janvier. Mais, pour les travailleurs, comme pour Mathieu, le combat contre son licenciement n'est pas terminé.

En tentant d'instaurer un climat de peur, l'objectif de la direction est clair pour bien des travailleurs. Avec la mise en place d'Ampere, elle entend leur imposer de nouveaux reculs, en augmentant les cadences, en imposant plus de flexibilité et la baisse des salaires. Elle veut aussi se débarrasser d'un maximum de travailleurs sans avoir besoin de recourir à des licenciements collectifs, en les poussant à la démission et par des licenciements individuels.

C'est à ce prix que de Meo, le patron des deux groupes Renault et Ampere, peut diminuer les coûts de production, c'est-à-dire augmenter la productivité pour enrichir toujours plus les gros actionnaires. C'est à cela que les travailleurs doivent s'opposer.

Correspondant LO

Hôpital de la Timone – Marseille : parkings galère, agents en colère

Depuis plusieurs semaines des agents de l'hôpital de la Timone à Marseille, exaspérés de devoir tourner sans fin pour se garer, se mobilisent contre le nombre insuffisant de places de parking.

Ces dernières années, de nouveaux bâtiments ont été construits sur le site de cet hôpital, situé en plein centre-ville, ce qui réduit les places de stationnement pour les membres du personnel, alors qu'ils sont de plus en plus nombreux. Il faut se garer sur les bas-côtés, dans les trous, et il est courant de retrouver sa voiture abîmée, ou d'être appelé durant son service pour la déplacer.

La colère est d'autant plus grande que le manque de parkings s'ajoute à des conditions de travail insupportables à cause du sous-effectif. Fin 2023, des agents ont commencé à faire signer une pétition. Circulant dans les services et soutenue par

la CGT, elle a recueilli 1500 signatures. Deux rassemblements dans le hall ont réuni respectivement 80 et 40 personnes. Le mécontentement qui montait a poussé la direction à proposer de rencontrer le personnel dans un amphithéâtre le 16 janvier, pour exposer ses « solutions ».

Les agents les plus mobilisés ont fait un tract appelant le personnel à se saisir de cette occasion pour venir en nombre demander des comptes. Et ce jour-là, malgré les difficultés pour s'échapper de leur service, des agents se sont retrouvés aux ascenseurs pour arriver ensemble dans l'amphi, bientôt rejoints par

beaucoup d'autres arrivant de tout l'hôpital. Au total, 160 agents se sont déplacés, nombre qui a surpris le directeur lui-même. La vingtaine de cadres mobilisés pour le soutenir ne faisaient pas le poids et n'en menaient pas large.

Lorsque le directeur a commencé en disant : « Nous n'avons pas de baguette magique », le ton était donné. Les agents ne se sont pas démontés et ils ont dénoncé la galère de devoir arriver tous les jours une heure avant la prise de service, de devoir se garer où c'est possible, et en plus d'être convoqués, pris de haut et menacés de désactivation de la carte d'accès. Tous ont éclaté de rire lorsque le directeur a dit qu'il n'avait pas vu les trous dans le terrain vague qui sert de parking, alors qu'ils sont si



énormes et nombreux que les contourner relève du parcours d'obstacles!

Les agents sont allés plus loin, dénonçant aussi le manque de personnel. Au directeur qui disait ne pouvoir faire l'impossible, l'un d'entre eux a répondu : « Tous les jours, on nous demande l'impossible. Quand on se retrouve avec une infirmière pour 24 patients, il faut assurer. Bienvenue au club! »,

suscitant des applaudissements. Le sentiment que la galère du parking s'ajoute à celle des conditions de travail était largement partagé.

Tous étaient contents de cette action collective réussie, et les plus déterminés, conscients qu'il faut continuer à se mobiliser, se sont retrouvés quelques jours plus tard afin d'organiser la suite.

Correspondant LO

CHU – Toulouse : les travailleurs se font respecter

À la mi-décembre, selon l'agence régionale de Santé (ARS), près de 18 % des lits de médecine et 26 % des lits de chirurgie étaient fermés en Haute-Garonne, par manque de personnel.

Pendant les fêtes, les Urgences du CHU ont été rapidement saturées, avec un taux d'occupation allant jusqu'à 200 %. Pour que les hospitaliers puissent prendre leurs congés, la direction ferme des lits d'hospitalisation, qui manquent ensuite pour désengorger les Urgences.

Dès lundi 2 janvier, les manipulateurs en radiologie des Urgences adultes de l'hôpital Purpan se sont mis en grève pour exiger des postes supplémentaires. Alors qu'il y a un sous-effectif permanent, un nouveau

scanner va arriver, sans le personnel pour le faire fonctionner. En guise de renforts, la direction envoie... des huissiers à domicile pour assigner les grévistes! Alors, tous les lundis, la grève continue.

Le 15 janvier, les soignants de la salle de réveil de la maternité ont également fait grève pour obtenir la prime de soins critiques à laquelle ils ont droit. Et, le lendemain, leurs collègues de psychiatrie se mobilisaient à leur tour pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail,

déjà très difficiles: suppression des postes de nuit fixes, saturation des Urgences psychiatriques, recours fréquent à la contention, tout cela dû au manque de lits et de personnel.

Au CHU, de nombreux services sont sous-traités, en particulier le ménage, actuellement effectué par la société Onet. Temps partiels imposés, salaires minables, formations et heures supplémentaires non payées,

horaires difficiles, tel est le quotidien de ces travailleuses et travailleurs dont le rôle est indispensable au fonctionnement de l'hôpital. Et, depuis six mois, ceux qui effectuent le bionettoyage du bâtiment Pierre-Paul Riquet (PPR) à Purpan, doivent subir en plus le harcèlement de leur responsable : manque de respect, insultes, menaces de sanction... Le mardi 16 janvier, ils ont démarré une grève surprise.

Dès 5 heures du matin, une tente était montée devant PPR, avec le piquet de grève. Dans l'après-midi ils ont obtenu le départ de la responsable, leur principale revendication.

Quels que soient leur métier ou leur employeur, ce sont les travailleurs qui font tourner l'hôpital; ils ont raison de se faire respecter et ne pas laisser passer les attaques sans réagir.

Correspondant LO

CHU – Angers : brancardiers en grève

Au CHU d'Angers, la totalité des brancardiers qui transportent les patients dans les secteurs PTO et Chapelle se sont mis en grève lundi 15 janvier.

Ces travailleurs ont alerté la direction à plusieurs reprises, sans succès, sur les cadences qui leur sont imposées : 300 patients par jour, soit treize kilomètres en moyenne avec des chaussures de sécurité inadaptées à de tels parcours. Il en résulte des blessures aux pieds, un épuisement qui entraîne de nombreux arrêts de travail. Faute de remplacements suffisants, ils ne sont plus que quinze

au lieu de vingt-deux. Le week-end, ils ne sont que deux.

La direction a refusé de discuter pendant le préavis et tant que la grève n'est pas levée. Elle a aussi assigné la totalité des grévistes. Malgré ces intimidations, ceux-ci ont décidé de continuer leur mouvement pour obtenir le remplacement de tous les travailleurs en arrêt et la création des postes qui manquent, pour leur

permettre de travailler dans de bonnes conditions.

Vendredi 19 janvier, la direction est sortie de son mutisme. Mais elle n'a rien proposé, à part un groupe de travail sur l'organisation et le matériel. Elle y met toujours la même condition : que la grève s'arrête car, dit-elle, elle ne peut pas travailler sous pression. Soutenus par la CGT et par une pétition qui circule dans le CHU, les grévistes n'acceptent pas ce chantage et poursuivent le mouvement.

Correspondant LO



Paris-Clermont: à l'heure du chaos ferroviaire

700 passagers ont été bloqués la nuit du vendredi 19 janvier dans le train Paris-Clermont sans électricité ni chauffage. Parti à 19 heures de Paris pour une arrivée prévue à 22h31, leur train Corail n'est arrivé à destination qu'à 6 heures du matin, avec 9 heures de retard.

La locomotive est tombée en panne après Montargis. Il a été impossible au conducteur de la remettre en route et une locomotive de secours a été envoyée de Paris. Les batteries de bord ont vite été épuisées, transformant par cette nuit glaciale les conditions à bord en véritable calvaire. Privés d'électricité,

de chauffage, de WC, devenus inutilisables faute de chasse d'eau, les passagers ont finalement reçu, au bout de plusieurs heures, un plateau repas et des couvertures de survie, non de la part de la SNCF mais de la Croix-Rouge et des pompiers. Ils sont sortis révoltés et hagards de cette nuit éprouvante.

Cet incident est loin d'être isolé. La ligne Paris-Clermont est malade d'un naufrage planifié en matériel et en effectifs. Avec officiellement 15,6 % de trains en retard, elle arrive à la troisième place des lignes les plus sinistrées, derrière Lyon-Nantes et Marseille-Bordeaux. En juin dernier, le même trajet avait duré 19 heures et les passagers avaient passé la nuit dans des rames TGV en gare de Bercy. En juillet, un autre Intercités était arrivé à Clermont-Ferrand avec un retard de 16 heures.

La première cause est la vétusté du matériel roulant. Les rames ont été mises en service entre 1975 et 1982. Les locomotives datent de la fin des années 1980, affichent des millions de kilomètres au compteur et cumulent les pannes. Mais, dans les ateliers, l'effectif de maintenance de ce matériel a lui-même été sabré.

Du nouveau matériel a bien été commandé, avec des années de retard, mais au compte-gouttes. Il ne sera pas livré avant 2026, dans le meilleur des cas, et il n'est pas question de raccourcir les délais. D'autre part, malgré les demandes des syndicats, aucune locomotive

SNCF Beauvais - Creil: des roulements qui font grincer...

Les conducteurs de trains de Creil et de Beauvais viennent de recevoir leurs nouveaux horaires. Ces roulements sont une occasion de plus pour la direction de la SNCF de dégrader leurs conditions de travail en leur imposant davantage de flexibilité.

Certaines journées seront épuisantes, puisqu'ils devront enchaîner la conduite d'un plus grand nombre de trains, sans parfois avoir le temps de prendre une pause entre

les trajets. D'autres fois, ce seront des journées à rallonge, avec des heures de coupure, non comptabilisées dans le temps de travail et non payées, où ils devront attendre près de la gare, avant de reprendre leur service.

En Allemagne, en Irlande, les cheminots subissent eux aussi des dégradations de leurs conditions de travail et ils se sont mis en grève. Un exemple à suivre.

Correspondant LO



Les voyageurs du Paris-Clermont en panne.

de réserve n'est positionnée sur le parcours. D'une manière générale, pour des raisons d'économies, la SNCF n'a quasiment plus de locomotives de réserve, pas plus que de conducteurs: c'est le «risque calculé». À vrai dire, le vrai calcul est que la SNCF préfère indemniser au coup par coup les voyageurs en détresse plutôt que de prévoir le matériel et le personnel de secours.

D'autre part, l'état déplorable de cette voie, faute d'entretien et de renouvellement, se traduit et continuera de se traduire par de multiples incidents, comme

les ruptures de caténaires, chutes d'arbres, pannes de signalisation. Là encore, l'urgent pour l'État et la direction de la SNCF est d'attendre.

Macron a osé réclamer des sanctions et des garanties après la nuit de cauchemar vécue par les passagers du Paris-Clermont. Mais c'est bien la politique d'économies à tout crin sur le transport ferroviaire qu'il a conduite tambour battant, tout comme ses prédécesseurs, qui a mené à la déliquescence générale actuelle.

Christian Bernac

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Gaza : sous l'œil complice des grandes puissances

Le 15 janvier, le Programme alimentaire mondial, l'Unicef et l'Organisation mondiale de la santé ont dénoncé ensemble la famine et les épidémies mortelles qui ont commencé à se propager dans la bande de Gaza, après trois mois et demi d'offensive militaire, sans que cela entraîne de réaction de la part des grandes puissances, parrains et financeurs de l'État d'Israël.

Plus de 25 000 Gazaouis sont morts et plus de 60 000 ont été blessés, souvent gravement, par les bombes ou les balles de l'armée israélienne. 80 % des 2,4 millions d'habitants ont été chassés vers le sud, où se concentrent ces derniers jours l'essentiel des opérations militaires israéliennes. Bombardements, arrestations massives et traitements inhumains se poursuivent dans tout Gaza. Plus aucun hôpital ne fonctionne correctement. Médicaments et aides humanitaires n'entrent qu'au compte-gouttes.

D'après un communiqué publié le 19 janvier par la Maison-Blanche, Biden avait réaffirmé au Premier ministre israélien

Netanyahu, lors d'un entretien téléphonique, qu'Israël devait veiller « à ne pas nuire aux civils de Gaza » et qu'il était nécessaire d'aller vers une « solution à deux États », c'est-à-dire vers la reconnaissance d'un État palestinien.

Pourtant, jusqu'ici, ni les États-Unis ni la France ni aucun autre pays impérialiste n'ont cherché à utiliser les moyens dont ils disposent pour faire pression sur l'État israélien. Les États-Unis n'ont jamais mis dans la balance les milliards de dollars d'aide américaine qui sont indispensables tant à l'armée d'Israël qu'à son économie. Aucune grande puissance n'a pris ne serait-ce que des mesures diplomatiques significatives



Soldats israéliens au-dessus de la bande de Gaza, le 19 janvier.

contre Israël, qu'elles continuent à traiter en allié.

Lors de cet entretien téléphonique, Netanyahu a réaffirmé que la guerre allait continuer et qu'il s'opposait à toute souveraineté palestinienne sur Gaza. L'objectif de l'armée israélienne reste officiellement de détruire le Hamas, mais cela apparaît irréalisable, même après bientôt quatre mois de guerre. Les combats se

poursuivent à Khan Younes, principale ville du sud de Gaza, où 24 soldats israéliens, dont 21 réservistes, ont été tués lundi 22 janvier.

L'attitude intransigeante de Netanyahu rencontre une opposition au sein de la population israélienne. Ainsi, samedi 20 janvier, lors d'une manifestation à Tel-Aviv, plusieurs milliers de personnes ont réclamé le départ du Premier ministre

et des négociations avec le Hamas pour libérer les otages.

Le massacre des Gazaouis se poursuit sans autre véritable objectif du côté israélien que de terroriser les Palestiniens et, pour Netanyahu, de se maintenir au pouvoir. Une impasse tragique, créée et entretenue par les grandes puissances impérialistes.

Lucas Pizet

Hongrie : le groupe Continental à l'offensive

Lundi 15 décembre, Gabor Radics, responsable syndical basé à l'usine de Continental Szeged en Hongrie, se voyait notifier son licenciement immédiat « pour avoir porté préjudice à la réputation du groupe Continental » en dénonçant la politique de l'entreprise.



Gabor Radics, outre son poste de secrétaire du syndicat de Szeged, est président de la fédération de l'industrie du caoutchouc de Continental, GSZSZ, qui regroupe cinq syndicats à travers la Hongrie. Fin décembre, ce licenciement avait été précédé par une plainte devant la justice pour le même motif « d'atteinte à la réputation de Continental ». Cette poursuite judiciaire touchait également le secrétaire du syndicat de l'usine Continental de Mako et la fédération syndicale elle-même, auxquels il était réclamé deux millions de forints chacun

(soit 16 000 euros au total). Sur tout cela, Continental exigeait le secret au nom du « secret des affaires ». La direction centrale du groupe à Hanovre, en Allemagne, était à la manœuvre. Le PDG de ce groupe mondial, Nikolaï Setzer, agissait au nom de l'actionnaire majoritaire, la famille Schaeffler, classée il n'y a pas si longtemps la plus riche d'Allemagne.

Continental agit ainsi pour tenter de réduire au silence la contestation ouvrière venue de Hongrie, et en particulier de l'usine de Mako. Déjà, en 2021, un premier arrêt de travail

avait eu lieu, pour protester contre les conditions de travail imposées aux 1 700 travailleurs de l'usine. Puis, en février 2022, en réponse à la volonté de la direction de remettre en question le contrat collectif qui régissait les droits des salariés, une grève avait éclaté. Cette réaction unanime des travailleurs avait amené la direction à reculer. Mais, dès octobre, la direction de l'usine commençait une politique d'intimidation contre les travailleurs, accusant, dans ses courriers internes, les syndicalistes d'être « sous influence révolutionnaire ».

La direction internationale du groupe ne voulant pas que puisse se maintenir un foyer de contestation en Hongrie, une centaine de travailleurs de l'usine de Mako, parmi les plus combattifs, furent mis dehors les mois suivants et remplacés par 200 travailleurs amenés d'Indonésie. Cette politique provocatrice ne réussit pas à semer dans l'usine la division escomptée, pas plus que les tentatives de la garder secrète au sein de Continental. Finalement, quand une chaîne de télévision s'empara de l'affaire fin 2023, elle devint

un scandale public en Hongrie, au point d'obliger le gouvernement à convoquer Continental pour lui demander des explications.

Aujourd'hui, la réaction de la direction du groupe Continental est brutale et fait partie d'une offensive générale. Il regroupait, encore il y a peu, 250 000 salariés dans le monde. Il veut faire progresser à tout prix son taux de rentabilité et, par là, le cours de ses actions. Ainsi, le 5 décembre, le groupe a rendu publique sa stratégie. Il a annoncé des milliers de licenciements supplémentaires, mais aussi et surtout sa volonté de se séparer de tous les secteurs qui ne réaliseraient pas au moins 11 % de taux de rentabilité, soit bien plus que la majorité de ses concurrents et clients. L'annonce a été saluée par le géant financier JP Morgan, qui a conseillé d'acheter les actions Continental, car « leur cours boursier va monter grâce aux réorganisations annoncées ».

Des dizaines de milliers d'emplois sont donc sur la sellette. L'usine de Glandys, en Roumanie, est menacée, avec ses 3 000 salariés. En Allemagne, l'usine de pneumatiques d'Aix-La-Chapelle a déjà été fermée,

avec ses 1 800 travailleurs, et d'autres sont visées. En France, une centaine d'emplois sur 300 sont menacés dans le petit centre de Rambouillet. Les 1 600 travailleurs de l'usine de Sarreguemines se sont vu voler 4 000 euros de primes annuelles. Le groupe, qui se souvient de la réaction des travailleurs de l'usine de Clairoux, dans l'Oise, contre sa fermeture, n'en reste pas moins prudent, comme le montre sa politique à Toulouse, où il possédait une usine de 3 000 salariés. Une fois celle-ci coupée en deux, 1 500 salariés se sont retrouvés dans une division appelée Vitesco, qui a été mise en vente peu après, puis, tout à fait bizarrement, rachetée par le groupe Schaeffler, dont les patrons sont aussi ceux de Continental... Dans le cadre d'une concurrence exacerbée et d'incertitudes pour l'avenir, le groupe Continental fait la course aux profits, à la rentabilité et la guerre aux travailleurs. Sa seule crainte, ce sont leurs réactions. Ils sont des dizaines de milliers dans tout le groupe et ont les mêmes intérêts.

Paul Sorel